Madagascar à la dérive

Le Temps – Opinions - José Ribeaud – 25/06/10

José Ribeaud, journaliste, brosse un portrait d'une île en complète déliquescence à la veille de la célébration des 50 ans de son indépendance. Il fustige son dirigeant de transition, Andry Rajoelina

Quatorze des 17 colonies d'Afrique qui accédèrent à l'indépendance en 1960 étaient françaises. Parmi elles, Madagascar, théâtre, depuis mars 2009, d'une crise politique qui fragilise son économie, l'isole sur la scène internationale, aggrave la misère de la population et expose le pays à une guerre civile.

Les autorités dites de la transition ont appelé la population malgache à célébrer dans l'allégresse les cinquante ans d'indépendance du pays, mais le cœur n'y est pas. La déception prévaut, la discorde s'aggrave, la misère perdure et la colère populaire menace d'exploser à tout moment.

Après plus de quinze mois de crise politique, les Malgaches n'ont qu'une aspiration: le rétablissement de l'Etat de droit qui favorisera le retour de la paix intérieure, la reconnaissance internationale, la sécurité, le développement économique, le progrès social et l'exercice des libertés citoyennes. Toutes choses qu'Andry Rajoelina, censé diriger la grande île de l'océan Indien (superficie supérieure à la France et la Suisse réunies) depuis bientôt 500 jours sans légitimité démocratique, s'est révélé incapable de réaliser.

Cet ancien disc-jockey, publicitaire et maire d'Antananarivo, s'était proclamé, le 17 mars 2009, président de la Haute Autorité de la transition (HAT) après un putsch qui contraignit son prédécesseur, Marc Ravalomanana, lui aussi homme d'affaires, à la démission et à l'exil. «Andry TGV», comme il aime à être appelé, avait promis le rétablissement des institutions démocratiques par des élections libres, une gouvernance plus transparente, moins de corruption, plus de bien-être. C'est tout le contraire qui s'est produit.

Qui sème le vent récolte la tempête ! Les Malgaches qui s'expriment volontiers en proverbes savent que celui-ci s'applique parfaitement à Rajoelina qui s'accroche au pouvoir comme un naufragé à une bouée de sauvetage. Leur colère suit la courbe ascendante de leur misère. Le pays sombre dans le chaos. Corruption et clientélisme, mutinerie et magouilles, pillages et rackets, arrestations musclées et procès expéditifs, opacité du financement de l'Etat, régression des investissements publics, baisse du pouvoir d'achat de la population, augmentation des inégalités sociales, décidément l'homme qui prétendait engager le pays sur la voie de la bonne gouvernance et du développement s'est vite révélé d'une désolante faiblesse. Ce constat d'échec est corroboré par un récent rapport de la Banque mondiale qui rappelle que les deux tiers des 18 millions de Malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Promesses non tenues, accords non appliqués, signatures reniées, projets abandonnés, par son comportement Rajoelina a trahi la confiance et les espoirs mis en lui par ses partisans. Mise à part la France qui continue, au dire du secrétaire d'Etat à la Coopération Alain Joyandet, de croire aux promesses de son protégé, la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis, l'Union africaine et l'Union européenne, n'accorde plus aucun crédit, aucun soutien à un régime à la dérive. Depuis près de deux ans, pendant toute la période de crise, l'attitude de la France est ambiguë et opaque. L'ambassadeur de France était devenu persona non grata sous la présidence de Ravalomanana, Paris a donc misé sur Andry Rajoelina pour le déloger dans l'espoir manifeste de regagner l'influence perdue. Mal lui en prit. L'immixtion de l'ancien colonisateur amplifie l'embrouillamini et retarde une sortie de crise.

Madagascar est devenue le théâtre d'une guerre d'influence entre plusieurs puissances étrangères qui espèrent ainsi obtenir des autorités présentes ou futures des accès facilités aux ressources naturelles (minerais, bois précieux, pétrole, terrains agricoles, etc.) dont le pays regorge.

Toutes les tentatives de réconciliation nationale, de compromis et de négociation avec les principales mouvances politiques ont été court-circuitées par un homme pétri d'orgueil et d'ambition. La feuille de route, dernière en date des initiatives d'Andry Rajoelina pour rétablir l'ordre constitutionnel, est caduque avant même la première échéance. En effet, le dialogue national qui devait avoir lieu du 27 au 29 mai a été reporté sine die faute de motivation populaire et en raison d'une forte opposition politique. Les autres échéances, c'est-à-dire le référendum constitutionnel du 12 août, les élections législatives prévues le 30 septembre et l'élection présidentielle fixée au 26 novembre, sont subordonnées à la tenue de ce dialogue national. En annulant un jour ses décisions de la veille, Rajoelina suit une stratégie suicidaire qui ne fait que reporter son départ et aggraver son cas.

A l'occasion de la Fête nationale du 26 juin et des célébrations du cinquantième anniversaire de l'indépendance de Madagascar, le plus généreux cadeau que Rajoelina pourrait faire au peuple malgache serait de quitter le navire et de remettre le timonier de la HAT à une personnalité au-dessus de la mêlée politique. Quelqu'un de compétent, de respecté, d'intègre. Un fédérateur capable de rassembler les forces vives du pays, de regagner la confiance de la population, des investisseurs et des chancelleries étrangères et de faire appliquer le droit constitutionnel. Cette personnalité existe. Il s'agit de Raymond Ranjeva, ancien vice-président de la Cour internationale de justice et ancien recteur de l'Université d'Antananarivo. Sans se prendre pour le messie, cet éminent juriste et professeur n'exclut pas de répondre à l'appel que pourrait lui adresser la nation pour assurer une transition dans le calme, la sérénité et la transparence. Par sa connaissance du pays, de sa culture, de son histoire, de ses potentialités humaines et de ses ressources naturelles, par son aura internationale et son réseau de relations à Madagascar, Raymond Ranjeva serait en mesure de présider un gouvernement transitoire et politiquement neutre. Sa tâche consisterait à gérer les affaires courantes, organiser des élections libres et transparentes et remettre ainsi le pays sur la voie de la paix, du développement et de la démocratie.

Source : http://m.letemps.ch/Page/Uuid/b5b822f8-7fcf-11df-9ee8-1e2eb58be3b7/Madagascar_%C3%A0_la_d%C3%A9rive